
Perspectives économiques

2024-2025

Perspectives économiques 2024–2025

Publié par :

Ministère des Finances et du Conseil du Trésor
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Le mardi 19 mars 2024

Couverture :

Bureau du Conseil exécutif, Communications gouvernementales
(n° 23-00922)

Traduction :

Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

Imprimerie et reliure :

Services d'imprimerie, Service Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-3779-4 (édition bilingue imprimée)

ISBN 978-1-4605-3781-7 (PDF : édition en français)

Imprimé au Nouveau-Brunswick

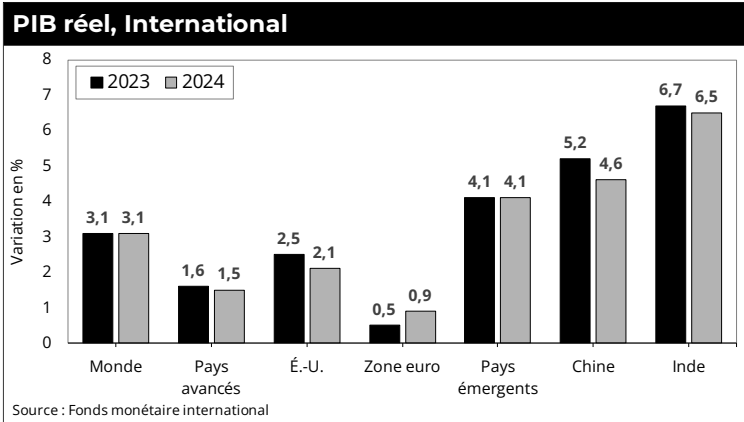
Nota : Sauf indication contraire, le présent document reflète les données disponibles jusqu'au 1^{er} mars 2024 inclusivement.



Pensez à recycler!

Économie mondiale

- Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que la croissance économique mondiale se maintiendra à 3,1 % en 2024, au même niveau qu'en 2023. L'activité économique continuera de subir les répercussions du retrait progressif du soutien financier et de politiques monétaires restrictives, ainsi que d'une faible croissance sous-jacente de la productivité.

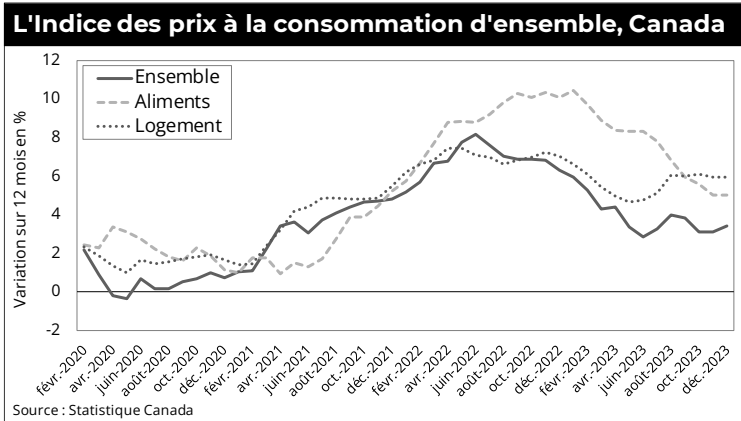


- En 2024, la croissance économique devrait se maintenir à 4,1 % dans les pays à marchés émergents et en développement, tandis qu'elle devrait ralentir dans les économies avancées pour s'établir à 1,5 %.
- On prévoit que les pays émergents et en développement d'Europe connaîtront une hausse de la croissance, qui passera de 2,7 % en 2023 à 2,8 % en 2024, avec une demande extérieure freinée par les précédentes hausses des taux d'intérêt; toutefois, on s'attend à ce que cet effet s'atténue parallèlement aux pressions sur les coûts énergétiques.
- La Chine et l'Inde seront des moteurs clés de croissance parmi les pays à marchés émergents et en développement. La Chine devrait connaître une croissance de 4,6 %, soutenue par une augmentation des dépenses publiques en matière de préparation aux catastrophes et par les répercussions résiduelles d'une croissance plus forte que prévu en 2023. On prévoit qu'en 2024, l'Inde connaîtra une croissance de 6,5 %, renforcée par une demande intérieure résiliente.
- La croissance du commerce mondial devrait atteindre 3,3 % en 2024, les échanges étant touchés par les difficultés géopolitiques en cours.

- En 2024, environ 80 % des économies du monde devraient connaître une inflation plus faible qu'en 2023, influencée par des politiques monétaires restrictives persistantes, un ralentissement du marché du travail et une baisse relative des prix de l'énergie.
- Les États-Unis devraient connaître une croissance de 2,1 % en 2024, par rapport à 2,5 % en 2023, principalement en raison des effets retardés du resserrement de la politique monétaire, d'ajustements fiscaux progressifs et d'un ralentissement du marché du travail, qui freinent collectivement la demande.
- On prévoit que le marché du travail américain restera tendu, avec une légère hausse du taux de chômage qui passera à 3,9 % en 2024, parallèlement à une baisse de la croissance du revenu personnel disponible et des dépenses de consommation. Les mises en chantier devraient diminuer en 2024, avant que leur rythme ne s'accélère les années suivantes.
- Parmi les facteurs susceptibles de stimuler la croissance économique mondiale, notons un ralentissement plus rapide de l'inflation, une réduction progressive des dépenses publiques visant à soutenir l'économie, une intégration accrue de l'intelligence artificielle et une amélioration de la productivité.
- Les risques comprennent une flambée des prix des produits de base, des politiques monétaires plus strictes mises en œuvre par les banques centrales, une croissance plus lente en Chine et des mesures d'austérité gouvernementales.

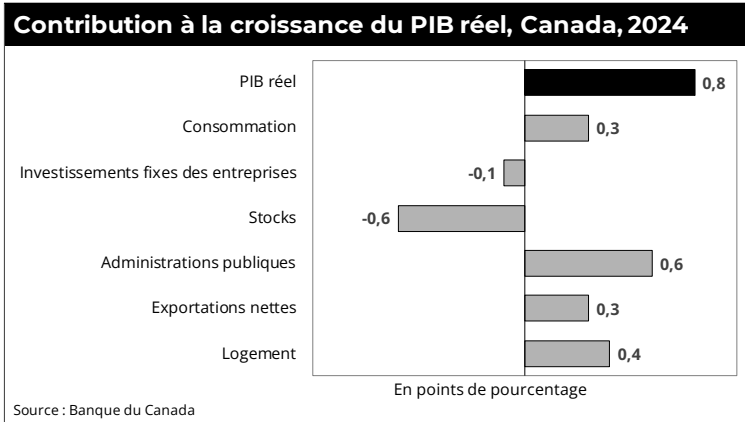
Économie canadienne

- La croissance économique est au point mort depuis le milieu de 2023 environ, principalement en raison des répercussions persistantes des hausses des taux d'intérêt tant sur les dépenses des ménages que sur les investissements des entreprises. De plus, une demande extérieure plus faible a ralenti les exportations. Les projections donnent à penser que l'économie canadienne connaîtra un autre ralentissement, avec des taux de croissance qui devraient ralentir pour passer de 1,0 % en 2023 à 0,8 % en 2024.
- La croissance démographique record du pays et le rythme plus lent de la création d'emplois au Canada ont mené à un marché du travail constamment tendu, qui s'est traduit par un taux de chômage de 5,8 % en décembre 2023. La croissance des salaires reste élevée, oscillant autour de 4 % à 5 %.



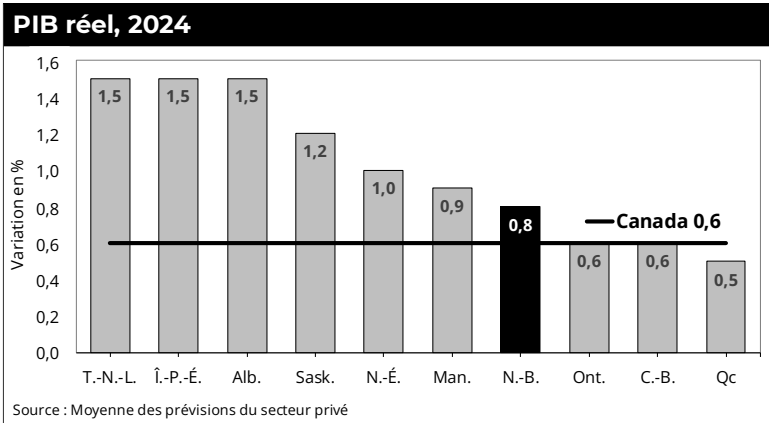
- En 2023, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté pour atteindre 3,9 % en moyenne annuelle, la deuxième plus forte augmentation depuis 1991. On a observé une croissance des prix pour les huit principales composantes, les augmentations les plus importantes ayant été enregistrées dans les secteurs des aliments (+7,5 %), des soins de santé et des soins personnels (+5,7 %) et du logement (+5,6 %). En revanche, les prix des transports ont connu une modeste augmentation de seulement 0,9 %, influencée par une baisse des prix de l'essence (-7,6 %).
- La Banque du Canada prévoit que l'inflation oscillera autour de 3 % tout au long de la première moitié de 2024, et qu'elle s'atténuera progressivement par la suite pour atteindre l'objectif de 2 % d'ici 2025.
- Au cours des deux dernières années, la Banque du Canada a mis en œuvre des augmentations importantes de son taux directeur, le portant de 0,25 % en janvier 2022 à 5,00 % en juillet 2023. On s'attend à ce que les taux d'intérêt commencent à baisser progressivement, ce qui soutiendra une amélioration de la croissance économique plus tard au cours de l'année.
- En raison des taux d'intérêt élevés, la croissance de la consommation par habitant a ralenti pour s'établir à 1,1 % en 2023 et devrait ralentir encore davantage en 2024. Néanmoins, ce ralentissement est partiellement atténué par un rebond des dépenses en voyages et des ventes de véhicules à moteur.

- L'activité de revente de logements est restée modérée, ce qui a entraîné une baisse des prix des logements au cours du quatrième trimestre. Toutefois, l'activité de construction de logements a connu une légère hausse, stimulée par une demande accrue découlant d'une forte croissance démographique.



- La contribution de la consommation à la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel devrait s'établir à 1,2 point de pourcentage en 2023 et à 0,3 point de pourcentage en 2024.
- Tandis que la consommation est soutenue par une forte croissance démographique, les hausses antérieures des taux d'intérêt continuent de restreindre la consommation et les investissements des entreprises.
- Le pouvoir d'achat réduit par l'inflation devrait entraîner une réduction des dépenses en produits et services sensibles aux variations des taux d'intérêt, tels que les restaurants, l'hébergement et le mobilier.
- Les investissements des entreprises devraient donner lieu à une réduction de la croissance du PIB réel de 0,1 point de pourcentage en 2024, en raison d'une demande plus faible et de coûts d'emprunt toujours relativement élevés.
- Avec une amélioration de la demande et un assouplissement des conditions financières, le rythme des exportations et des importations devrait s'accélérer pendant la deuxième moitié de 2024.

- Selon le consensus parmi les prévisionnistes du secteur privé, l'emploi au Canada augmentera de 1,1 % et le taux de chômage augmentera pour atteindre 6,3 % en 2024.
- On s'attend à ce que les hausses antérieures des taux d'intérêt limitent de façon constante les dépenses discrétionnaires des Canadiens. Par conséquent, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, du Québec et de la Saskatchewan, toutes les provinces devraient connaître une croissance plus lente en 2024 par rapport à 2023.

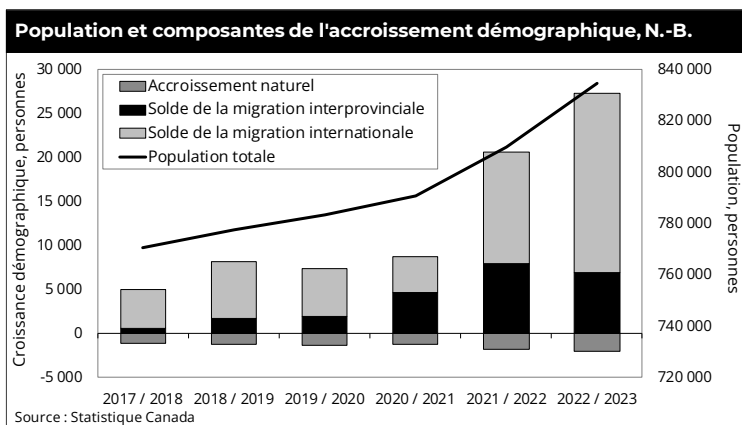


Bilan statistique - Taux de croissance¹		
(au 1 mars 2024)		
	2022 à 2023	
	N.-B.	Canada
Population et travail		
Population totale (1 ^{er} juillet)	3,1	3,0
Population active	2,8	2,6
Emploi	3,5	2,4
Taux de chômage (%)	6,6	5,4
Taux d'activité (%)	60,5	65,6
Salaires et traitements	7,3	6,5
Consommateurs et logement		
Commerce de détail	4,5	2,1
Indice des prix à la consommation	3,6	3,9
Mises en chantier	-2,8	-8,2
Entreprises		
Ventes des fabricants	-10,4	0,9
Exportations internationales	-10,1	-2,2
Permis de bâtir	1,6	-3,7

¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.
Source : Statistique Canada

Économie du Nouveau-Brunswick

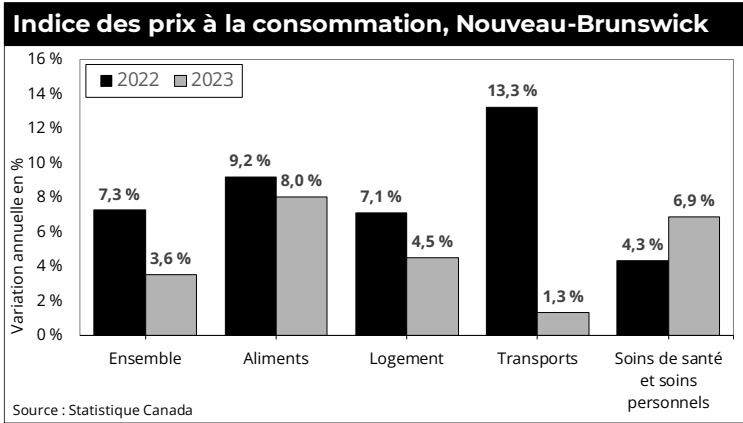
- Le ministère des Finances et du Conseil du Trésor estime que le PIB réel a augmenté de 1,1 % en 2023, ce qui est comparable au dernier consensus parmi les prévisionnistes du secteur privé, soit 1,3 %.
- En 2023, la croissance économique au Nouveau-Brunswick a été soutenue par des chiffres record en matière de population et d'emploi, ainsi que par de fortes augmentations des revenus, des dépenses des ménages, de l'investissement en construction de bâtiments et des ventes au détail. Le rendement global a été limité par une baisse des exportations et dans le secteur de la fabrication.
- La population du Nouveau-Brunswick a augmenté de 3,1 % pour atteindre 834 691 personnes au 1^{er} juillet 2023, le taux de croissance le plus élevé enregistré pour des données comparables. Cette croissance importante s'explique principalement par une augmentation de la migration internationale et de la solde migratoire interprovinciale.



- En 2023, le nombre d'emplois au Nouveau-Brunswick a augmenté de 3,5 %, le taux de croissance le plus élevé depuis 2002, pour atteindre un sommet record de 386 500. Cette augmentation notable s'explique par une croissance sur le plan des emplois à temps plein (+9 900) et des emplois à temps partiel (+3 100).

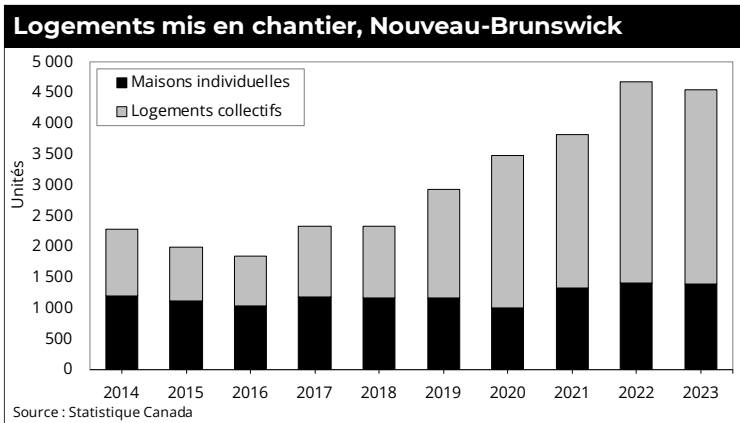
- Le taux de chômage de la province a atteint le niveau le plus bas enregistré selon des données comparables, passant à 6,6 % en 2023, alors que le chômage a diminué de 6,6 % et que la population active a augmenté de 2,8 %.
- Les pénuries de main-d'œuvre ont persisté en 2023, la moyenne cumulative de postes vacants au Nouveau-Brunswick s'étant établie à 13 270. Bien que cela représente une diminution par rapport à 2022, le chiffre reste supérieur au niveau de 2019. Les secteurs des soins de santé et de l'aide sociale, des services d'hébergement et de restauration et du commerce de détail comptaient le plus grand nombre de postes vacants.
- Une augmentation de la rémunération hebdomadaire moyenne au Nouveau-Brunswick, combinée avec de solides gains d'emploi, a soutenu la croissance des salaires et traitements, en hausse de 7,3 % en 2023.
- En 2023, les gains sur le plan des dépenses des ménages provinciaux ont été appuyés par une croissance démographique robuste, ainsi que par des augmentations en matière d'emploi et de revenus.
- Les exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick ont diminué de 10,1 % en 2023, pour atteindre 16,9 milliards de dollars, en raison des taux d'intérêt élevés, d'une demande extérieure réduite, d'une baisse des prix des produits de base, et des tensions géopolitiques. Les importations ont également diminué, de 12,1 %, pendant la même période. L'excédent commercial international du Nouveau-Brunswick s'est donc accru, passant de 576,5 millions de dollars en 2022 à 888,0 millions de dollars en 2023.
- Après deux années de forte croissance, les ventes des industries manufacturières au Nouveau-Brunswick ont diminué de 10,4 % en 2023, pour atteindre 24,0 milliards de dollars, en raison en partie de la baisse des prix des produits de base. Le fléchissement est attribuable à une diminution des ventes des industries des biens non durables (-10,5 %) et des biens durables (-9,6 %). Une baisse importante a été observée dans la fabrication de produits en bois (-29,9 %).

- L'investissement en construction de bâtiments au Nouveau-Brunswick a accéléré au cours de la seconde moitié de 2023, ce qui a entraîné une augmentation de 9,3 % pour l'année, la plus élevée parmi les provinces. En 2023, l'investissement total a atteint 3,8 milliards de dollars, le niveau le plus élevé enregistré pour des données comparables, compte tenu d'une augmentation de l'investissement dans le secteur non résidentiel (+20,4 %) et dans le secteur résidentiel (+6,4 %).

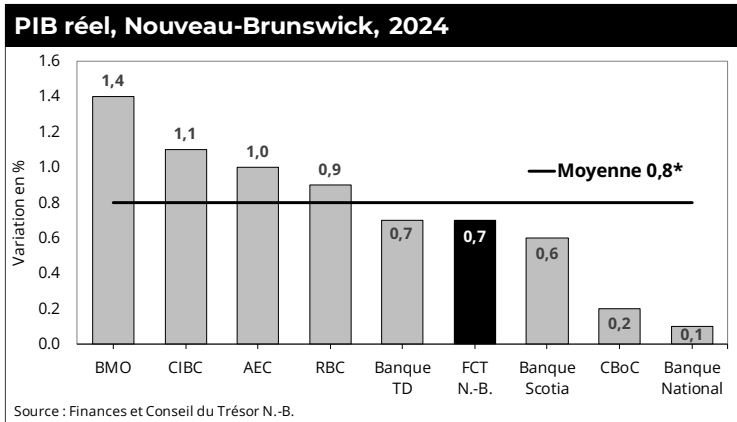


- En 2023, la croissance de l'IPC au Nouveau-Brunswick a ralenti pour s'établir à 3,6 % par rapport à l'augmentation de 7,3 % de l'année précédente. Ce résultat fait suite aux hausses vigoureuses des taux d'intérêt effectuées par la Banque du Canada tout au long de 2022 et de 2023. De légères hausses ont été enregistrées pour les huit principales composantes, notamment les aliments (+8,0 %), les soins de santé et soins personnels (+6,9 %) et le logement (+4,5 %). En revanche, la hausse des coûts des transports a été limitée à 1,3 %, influencée par une réduction de 3,9 % des prix de l'essence.
- En 2023, la croissance du revenu disponible des ménages a été soutenue en grande partie par une augmentation importante des salaires et traitements.
- Soutenues par la croissance de la population et de l'emploi, ainsi que par le revenu disponible des ménages plus élevé, les ventes au détail ont augmenté de 4,5 % pour atteindre 17,2 milliards de dollars en 2023. Des augmentations notables des ventes ont été signalées dans les secteurs des concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles (+285,6 millions de dollars), des détaillants de marchandises diverses (+174,1 millions de dollars) et des détaillants de produits de santé et de soins personnels (+145,1 millions de dollars).

- En 2023, les ventes de logements provinciales ont totalisé 9 083 unités, en baisse de 13,6 % par rapport à 2022. Ce résultat s'explique par le fait que les acheteurs de logements ont continué de s'adapter aux hausses des taux d'intérêt, à la réduction de l'épargne et à une offre limitée.
- Les prix des logements ont atteint un sommet en juillet 2023, et malgré un ralentissement vers la fin de l'année, les prix moyens ont enregistré une augmentation de 2,7 %.
- Les mises en chantier au Nouveau-Brunswick ont totalisé 4 547 unités en 2023, le deuxième chiffre le plus élevé pour la période comparable depuis 1983; il s'agit toutefois d'une diminution de 2,8 % par rapport à l'année précédente, les logements collectifs représentant plus des deux tiers des mises en chantier dans la province.



- En 2024, le ministère des Finances et du Conseil du Trésor prévoit une croissance du PIB réel de 0,7 %, ce qui est très comparable au taux prévu par la moyenne des prévisionnistes du secteur privé.



- En 2024, la population du Nouveau-Brunswick devrait croître de 2,0 %, principalement en raison d’une augmentation du solde migratoire international. Néanmoins, le plafond imposé à la réception de demandes de permis d’études pour 2024–2025 par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) en janvier 2024 représente un risque potentiel pour la croissance démographique à moyen terme.
- Après trois années consécutives de forte augmentation du nombre d’emplois, la croissance de l’emploi devrait ralentir pour s’établir à 1,2 % en 2024. Même si l’augmentation de la population pouvait continuer de soutenir la croissance de l’emploi et de la population active, des facteurs tels qu’un ralentissement de la croissance économique, une population vieillissante, des pénuries de main-d’œuvre persistantes et une réduction de la migration interprovinciale nette pourraient représenter des défis pour le marché du travail du Nouveau-Brunswick.
- La croissance des salaires et traitements devrait ralentir en 2024, principalement en raison du ralentissement de la croissance de l’emploi. Toutefois, l’augmentation du salaire minimum provincial et les pressions salariales continues liées aux pénuries de main-d’œuvre persistantes pourraient atténuer en partie le ralentissement de la croissance des revenus. En conséquence, le revenu primaire des ménages devrait augmenter de 4,2 % en 2024.

- La croissance du revenu disponible des ménages devrait ralentir pour s'établir à 3,1 % en 2024, principalement en raison d'une croissance modeste du revenu primaire des ménages.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick						
Taux de croissance¹ de 2021 à 2028						
	2021	2022	2023	2024	2025	2026-2028
Comptes économiques*						
Produit intérieur brut (PIB)	10,9	7,4	3,5	3,2	4,4	3,8
Dépenses de consommation finale des ménages	9,2	8,6	4,7	2,3	2,6	3,5
Formation brute de capital fixe	15,5	10,2	3,6	2,5	3,3	4,7
PIB (réel)	5,3	1,1	1,1	0,7	1,7	1,3
Revenus*						
Revenu primaire des ménages	9,1	9,4	6,2	4,2	3,2	3,6
Revenu disponible des ménages	3,4	5,5	4,9	3,1	3,7	4,1
Population et travail**						
Population totale (1 ^{er} juillet)	0,9	2,4	3,1	2,0	1,5	1,0
Population active	1,9	0,5	2,8	2,0	1,6	0,7
Emploi	3,1	2,8	3,5	1,2	1,2	0,8
Taux de chômage (%)	9,2	7,2	6,6	6,8	7,1	6,9
Taux d'activité (%)	61,5	60,6	60,5	60,4	60,6	60,2
Autre**						
Commerce de détail	12,8	7,8	4,5	3,5	3,0	3,1
Indice des prix à la consommation	3,8	7,3	3,6	2,7	2,1	2,1
Mises en chantier	9,9	22,2	-2,8	2,8	0,6	1,2

¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.
Sources : Statistique Canada et Finances et Conseil du Trésor N.-B. *2023–2028 **2024–2028.

- Alors que la croissance de l'emploi et des revenus faiblit, la croissance des dépenses de consommation des ménages devrait ralentir pour s'établir à 2,3 % en 2024. Les taux d'intérêt élevés persistants devraient continuer de restreindre le pouvoir d'achat des ménages, surtout à mesure que l'épargne accumulée pendant la pandémie s'épuise, ralentissant encore davantage les dépenses non essentielles des ménages.
- La croissance des investissements devrait faiblir en 2024, en raison d'un ralentissement de l'activité économique et de coûts d'emprunt plus élevés. Malgré ce ralentissement, les dépenses en capital du secteur public pourraient soutenir les investissements au Nouveau-Brunswick. Cependant, la capacité limitée dans le secteur de la construction, les coûts élevés des matériaux de construction et les pénuries de main-d'œuvre persistantes continueront probablement d'entraver la croissance.

- L'activité de revente de logements au Nouveau-Brunswick devrait augmenter progressivement en 2024. L'augmentation de la demande de logements sera soutenue par la croissance démographique, la diminution des répercussions des hausses antérieures des taux d'intérêt, et une amélioration progressive des conditions financières. Du point de vue de l'offre de logements, les mises en chantier dans la province devraient se maintenir aux niveaux actuels ou près de ceux-ci.
- L'inflation au Nouveau-Brunswick devrait s'assouplir pour s'établir à 2,7 % en 2024. Les prix des logements seront influencés par les coûts hypothécaires et les loyers, alors que l'inflation alimentaire est susceptible de persister à des niveaux élevés.
- En 2024, le rendement dans le secteur forestier devrait être influencé par une baisse de l'activité immobilière aux États-Unis. Alors que les prix du bois d'œuvre restent élevés, il en va de même pour les coûts de production tout au long de la chaîne de valeur. La mise en œuvre prévue de taux de droits de douane plus élevés plus tard au cours de l'année pourrait influencer encore davantage sur le marché. En même temps, les ventes de pâte se heurtent à des difficultés en raison d'un marché affaibli et de perturbations de la chaîne d'approvisionnement découlant des conflits au Moyen-Orient.
- Les restrictions liées à la pandémie étant entièrement levées, le secteur touristique du Nouveau-Brunswick devrait revenir aux niveaux d'activité observés la dernière fois en 2019. La demande dans la province est renforcée par un tournoi « Tour Americas » de la Professional Golfers' Association prévu au parc provincial Mactaquac. De plus, la reconnaissance par le réseau CNN de Saint John comme une destination de choix en 2024, le seul endroit au Canada figurant sur la liste, améliore encore davantage les perspectives touristiques de la région.
- Le rendement dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture devrait être touché par une baisse des volumes découlant d'une réduction des quotas de pêche, notamment la pêche à la crevette et au crabe des neiges, compensée par des prix plus élevés et des investissements récents visant à améliorer la productivité dans le secteur de l'aquaculture.

- Le secteur de la fabrication du Nouveau-Brunswick devrait connaître une modeste reprise en 2024, après une baisse importante en 2023. Un contexte positif est lié à l'attente d'une demande mondiale plus élevée au cours de la seconde moitié de l'année, les perspectives pouvant être influencées par d'éventuels problèmes d'approvisionnement dus aux tensions géopolitiques; en outre, les investissements continus dans l'automatisation et la numérisation devraient soutenir la croissance. Toutefois, des baisses prévues dans l'industrie des produits de la mer pourraient limiter certains gains potentiels.
- Les exportations du Nouveau-Brunswick devraient connaître une légère augmentation, alors que les prix des produits de base restent stables et que la demande extérieure devrait s'améliorer au cours de la seconde moitié de l'année.
- Les projets offrant une possibilité de croissance ascendante à moyen terme comprennent ceux harmonisés avec les objectifs climatiques et énergétiques du Nouveau-Brunswick d'ici 2035. Cela comprend le développement de petits réacteurs modulaires, l'établissement du carrefour d'énergie verte au port de Belledune, et les investissements d'Énergie NB visant à améliorer l'efficacité de la consommation d'électricité. En outre, les améliorations continues à Port Saint John, le projet de remise à neuf du barrage de Mactaquac, et la mise en place d'un nouveau centre de recherche fédéral à Moncton contribuent de façon notable aux perspectives de croissance à moyen terme.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick

Indicateurs annuels du Nouveau-Brunswick (au 1-mars-2024)							
Indicateurs	2020	2021	2022	2023	Variation en %		
					2020-2021	2021-2022	2022-2023
Travail							
Population 15 ans et plus (x 1 000)	646,9	650,8	664,1	683,4	0,6	2,0	2,9
Population active (x 1 000).....	393,0	400,3	402,5	413,6	1,9	0,5	2,8
Emploi (x 1 000).....	352,4	363,5	373,5	386,5	3,1	2,8	3,5
À temps plein (x 1 000).....	300,5	307,6	320,7	330,6	2,4	4,3	3,1
À temps partiel (x 1 000).....	51,9	56,0	52,8	55,9	7,9	-5,7	5,9
Secteur de la production de biens (x 1 000).....	73,3	71,3	75,6	77,1	-2,7	6,0	2,0
Secteur des services (x 1 000).....	279,1	292,2	298,0	309,4	4,7	2,0	3,8
Chômage (x 1 000).....	40,6	36,8	29,0	27,1	-9,4	-21,2	-6,6
Taux de chômage (%).....	10,3	9,2	7,2	6,6	...	...	...
Taux d'activité (%).....	60,8	61,5	60,6	60,5	...	...	...
Taux d'emploi (%).....	54,5	55,9	56,2	56,6	...	...	...
Rémunération hebdomadaire moyenne (\$).....	995,98	1 009,06	1 066,87	1 104,28	1,3	5,7	3,5
Salaires et traitements (M\$).....	16 552,1	17 854,9	19 789,0	21 239,3	7,9	10,8	7,3
Prestateurs d'assurance emploi.....	43 120	65 480	43 460	35 700	51,9	-33,6	-17,9
Consommateurs							
Commerce de détail (M\$).....	13 577,1	15 308,7	16 500,2	17 234,5	12,8	7,8	4,5
Ventes de véhicules automobiles neufs (unités).....	34 653	37 835	34 247	37 415	9,2	-9,5	9,3
Ventes de véhicules automobiles neufs (M\$).....	1 479,4	1 683,8	1 699,5	1 965,1	13,8	0,9	15,6
Services de restauration et débits de boissons (M\$)...	1 043,7	1 200,9	1 378,5	1 538,3	15,1	14,8	11,6
Indice des prix à la consommation (2002=100).....	136,6	141,8	152,1	157,5	3,8	7,3	3,6
Logement							
Mises en chantier (unités).....	3 483	3 829	4 680	4 547	9,9	22,2	-2,8
Permis de bâtir résidentiels (M\$).....	767,5	1 022,8	1 204,9	1 172,5	33,3	17,8	-2,7
Ventes résidentielles MLS® (unités).....	10 796	13 215	10 508	9 083	22,4	-20,5	-13,6
Ventes résidentielles MLS® (prix moyen \$).....	195 644	246 390	289 747	297 540	25,9	17,6	2,7
Entreprises							
Ventes des fabricants (M\$).....	15 170,7	20 859,8	26 823,7	24 042,3	37,5	28,6	-10,4
Exportations internationales (M\$).....	10 307,0	14 829,2	18 802,7	16 911,7	43,9	26,8	-10,1
Permis de bâtir non résidentiels (M\$).....	406,1	394,7	518,3	578,1	-2,8	31,3	11,5
Industriel et commercial (M\$).....	252,9	309,9	326,0	355,8	22,6	5,2	9,1
Institutionnel et gouvernemental (M\$).....	153,2	84,8	192,3	222,3	-44,7	126,9	15,6
Commerce de gros (M\$).....	7 153,9	8 818,9	9 352,2	12 438,0	23,3	6,0	33,0
Recettes monétaires agricoles (M\$).....	843,6	953,7	1 130,6	1 225,7	13,0	18,6	8,4
Démographiques							
Population (1er juillet).....	783 432	790 802	809 568	834 691	0,9	2,4	3,1
Accroissement naturel (1er juillet au 30 juin).....	-1 352	-1 856	-2 131	...	...	...	...
Solde de la migration (1er juillet au 30 juin).....	8 668	20 622	27 254	...	...	...	...
... N'ayant pas lieu de figurer							
MLS® est une marque de commerce enregistrée de l'Association canadienne de l'immeuble							
Sources : Statistique Canada, l'Association canadienne de l'immeuble							